

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION DE LA PLANIFICATION

**PROJET DE DEVELOPPEMENT SOCIAL
POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

Projet de Programme de travail

Août 1998

I. CONTEXTE

Dans le cadre de la réalisation des objectifs du IX^e Plan d'Orientation pour le Développement Economique et Social 1996/2001 en matière de Développement Humain Durable, le Gouvernement du Sénégal a mis en place un Programme de Lutte contre la Pauvreté (PLP) dont l'objectif principal est de répondre aux besoins et préoccupations de ceux qui, pour diverses raisons, ne bénéficient pas des résultats de la croissance en raison de leur exclusion du processus de développement.

Les domaines prioritaires de ce programme seront axés sur la valorisation des ressources humaines, la promotion d'activités productives à la base, la mise en place d'infrastructures communautaires ainsi que le renforcement des capacités des bénéficiaires et des acteurs au niveau local. Il va intervenir en priorité dans la zone rurale qui abrite près de 75% des populations démunies et va s'adresser particulièrement aux acteurs économiques du secteur informel qui est le secteur d'activités qui emploie le plus de populations pauvres en milieu urbain. Le programme vise en priorité les cibles femmes et jeunes qui sont les plus vulnérables.

Pour concrétiser la stratégie ainsi définie et dans un souci de consolidation des acquis, le Gouvernement va mettre en place, en rapport avec la Banque mondiale, le Projet de Développement Social pour la lutte contre la pauvreté en mettant un accent particulier sur la promotion des femmes et des jeunes et l'amélioration du suivi des conditions de vie des ménages.

Pour les besoins de la formulation de ce projet, le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan a mis en place un groupe de travail interministériel afin de coordonner le processus de préparation et d'animer la réflexion.

Le groupe de travail a produit un « **projet de rapport diagnostic** » qui a été validé par un groupe consultatif composé des acteurs et des partenaires (Ministères techniques, collectivités locales, ONG,) à l'occasion d'un séminaire qui a eu lieu les 9 et 10 juillet 1998 à Saly Portugal. Ce document est accompagné d'une proposition de « **programme de travail** » comprenant les différentes activités à mener ainsi que les étapes correspondantes pour la finalisation de la formulation du projet.

La réalisation de ces activités doit permettre

- de mieux appréhender la situation de référence par la mise à jour du profil de pauvreté et de la situation des groupes cibles (définition d'indicateurs pertinents)
- d'évaluer la demande réelle des femmes et des jeunes dans le cadre d'un processus participatif en s'inspirant surtout des expériences en cours dans ce domaine.
- de définir les axes d'intervention du futur projet.

De ce point de vue, ces activités se révèlent comme des besoins en informations complémentaires pour mieux approfondir le diagnostic et permettre un meilleur ciblage des actions à entreprendre dans le cadre du projet.

Les activités identifiées concernent :

- des études complémentaires
- des séminaires et ateliers thématiques
- des voyages d'études

II. ETUDES PREPARATOIRES/COMPLEMENTAIRES

La réalisation des activités planifiées dans le cadre de la formulation du projet nécessite la réalisation d'études complémentaires visant soit à faire le point sur certains aspects liés à la réalisation du programme d'activités soit à approfondir certaines questions pour mieux préparer les programmes d'actions.

Les thèmes d'études ci-après sont proposés :

- 1. Revue et synthèse documentaire des études sur la pauvreté en rapport avec les différents domaines prioritaires du Programme de Lutte contre la Pauvreté :** accroissement des revenus et création d'emplois, mise en place d'infrastructures de base, système de suivi, analyse des capacités, systèmes de micro-crédit, travaux HIMO, etc...

La revue documentaire doit permettre de recenser et d'analyser les études sur la pauvreté au Sénégal réalisées par les différents partenaires afin d'améliorer la connaissance du phénomène et des stratégies de lutte contre la pauvreté. Elle a également pour objectif de faire le point sur les besoins en informations complémentaires relatifs aux domaines suivants : systèmes alternatifs de financement, système de suivi des conditions de vie et de mesure de la pauvreté ; stratégie d'insertion et de réinsertion économique et l'analyse des capacités des acteurs.

L'étude devra produire un document faisant l'inventaire et l'évaluation critique des différentes études sur la pauvreté qui ont été réalisées au Sénégal.

coût prévu : 5 millions fcfa

- 2. Evaluation des systèmes de micro crédit et systèmes alternatifs de financement et de mobilisation de l'épargne populaire au Sénégal**

Cette étude devrait permettre :

- de faire un tour d'horizon des pratiques existantes en matière de micro-crédit et de mobilisation de l'épargne locale ;
- d'apprécier les procédures de gestion et de recouvrement ;
- d'évaluer le dispositif institutionnel existant en faisant ressortir ses forces et faiblesses ;
- de déterminer les besoins en formation et en assistance et ;
- d'identifier les bonnes pratiques à partir desquelles on peut tirer des leçons et faire des recommandations.

L'équipe sera constituée d'un consultant international et de consultants nationaux.

coût prévu : 20 millions fcfa

3. Etude sur les possibilités d'emplois et de revenus des femmes dans le cadre des activités de gestion des ressources naturelles. L'étude vise à déterminer les opportunités d'emplois des femmes en fonction des potentialités des zones agro géologiques. Elle proposera des options viables pour élargir et diversifier les sources de revenus des femmes.

coût prévu : 7 millions fcfa

4. Evaluation des besoins en équipements et infrastructures de base des femmes et des jeunes : Cette étude pourrait aider à orienter l'action vers les types d'équipements qui s'inscrivent dans une dynamique de lutte contre la pauvreté ;

coût prévu : 10 millions fcfa

5. Etude sur les formes d'organisations de Jeunes dans les villages et les quartiers

- diagnostic de la situation ;
- les différentes formes d'organisation des jeunes : forces et faiblesses (est-ce qu'elles sont adaptées aux préoccupations de lutte contre la pauvreté ;
- les capacités de mobilisation de fonds de ces organisations (autofinancement) ;
- les types d'activités génératrices de revenus adaptés à ces organisations ou aux jeunes pris individuellement ;

coût prévu : 7 millions fcfa

6. Diagnostic et détermination de la situation et des besoins des jeunes en fonction de la tranche d'âge à laquelle ils appartiennent

- * 14 - 19 ans,
- * 20 - 28 ans,
- * 28 - 35 ans.

coût prévu : 5 millions fcfa

7. Identification et Définition d'indicateurs pertinents (sectoriels, cibles) sur la mesure de la pauvreté et le suivi des conditions de vie des ménages.

L'étude sur la pauvreté doit prendre en compte des variables d'intérêt telles que les revenus, la structure des dépenses et l'accès aux services de base (logement, éducation, soins de santé, eau, emploi). Ces indicateurs de niveau de vie connaissent des variations qu'il faut suivre dans le temps.

coût prévu : 5 millions fcfa

8. Analyse des capacités institutionnelles (Etat, Collectivités locales, ONG/OCB), type de partenariat entre les différents acteurs et potentiel de pérennisation des actions de lutte contre la pauvreté ;

L'étude devra permettre de mieux asseoir le cadre institutionnel ainsi que les procédures qui guideront l'exécution du projet dans le double souci de la flexibilité et de la pérennisation des actions.

coût prévu : 7 millions fcfa

III. SEMINAIRES ET ATELIERS

Dans le cadre de l'élaboration du programme d'activités du projet, les séminaires et ateliers seront articulés avec les études complémentaires dans le cadre d'un processus itératif impliquant les bénéficiaires et les acteurs à la base. L'objectif est de favoriser une validation et une appropriation continues des priorités retenues dans le cadre du projet par les différents partenaires.

1. Au sortir de la phase diagnostic, **un atelier national de définition des axes prioritaires du projet** de cinq (5) jours rassemblant une cinquantaine (50) de personnes sera organisé.
2. A la suite de cet atelier, **des ateliers régionaux d'identification des besoins des cibles** de quatre (4) jours seront organisés pour une trentaine de personnes par région.
3. Disposant des résultats préliminaires des études et des ateliers régionaux, le groupe de travail tiendra **un séminaire sur l'élaboration du Cadre Logique du projet** de cinq (5) jours.
4. Le document issu des travaux du séminaire sur l'élaboration du Cadre Logique fera l'objet d'une **restitution à travers des ateliers régionaux** de quatre (4) jours seront organisés pour une trentaine de personnes par région.
5. Le processus de formulation sera bouclé sur le plan technique **par un atelier de présentation du projet de programme d'actions du projet** de Développement Social en vue de sa validation. Il regroupera environ 50 personnes pendant deux (2) jours.

Le coût est estimé à vingt cinq millions

IV. VOYAGE D'ETUDES

Si le Sénégal fait ses premiers pas dans la définition d'une stratégie de lutte contre la pauvreté, certains pays ont, quant à eux, capitalisé une certaine expérience dans ce domaine. Afin d'enrichir notre approche des acquis positifs de ces pays et prendre connaissance des expériences en cours dans différentes régions géographiques, il est prévu d'effectuer des voyages d'études dans certains pays :

En Afrique, le groupe de travail a identifié six pays dont les expériences pourraient s'avérer intéressantes pour le Sénégal. Il s'agit notamment du Maroc, de la Tunisie, de l'Egypte, du Bénin, du Camérout et du Mali.

En Amérique Latine, les groupes de travail ont identifié des pays comme le Mexique, la Jamaïque et la Bolivie.

Il est prévu une équipe pluridisciplinaire de quatre personnes par voyage. Les termes de références seront élaborés pour chaque voyage définiront de façon plus précise les centres d'intérêt de la délégation. Le tableau suivant donne le récapitulatif des expériences à visiter. Les dépenses prévues concernent les frais de transport et la prise en charge de la délégation au taux de l'Administration. **Le coût est estimé à cinquante millions.**

| DESTINATION | EXPERIENCE A VISITER |
|----------------------|---|
| A F R I Q U E | |
| Maroc | Définition des indicateurs de suivi des conditions de vie et prise en charge des groupes vulnérables |
| Egypte | |
| Tunisie | |
| Camérout | Politique de micro-crédit – Fonds d'insertion des jeunes – Cadre institutionnel (agence, manuel des procédures) |
| Bénin | |
| Mali | |
| Bolivie | Cadre institutionnel : Expérience des Fondations. Prise en charge des groupes cibles |
| Jamaïque | Cadre institutionnel - Fonds d'insertion et de prise en charge des groupes vulnérables |
| Mexique | |
| Etats –Unis | Exploitation des données de L'ESAM pour la mise à jour du profil de pauvreté et de définition d'indicateurs |

V. ACTIVITES DE FORMATION

1. Il est envisagé d'organiser deux (2) ateliers d'une (1) semaine chacun pour trente (30) personnes formation en gestion de base de données (Access) et en exploitation des enquêtes statistiques (SPSS, SAS). Ces formations sont destinées au personnel de l'Administration et des autres secteurs impliqués dans le traitement, l'analyse et la gestion des bases de données pour permettre une meilleure maîtrise de ces différents aspects de l'exploitation des données. Ces ateliers peuvent regrouper une trentaine (30) de personnes chacun pour une durée d'une semaine.
2. Une formation en **MSPROJECT** pour 30 personnes participant directement à la préparation du projet.

Les activités de formation sont estimées à 7 millions fcfa.

VI. APPUI LOGISTIQUE

La préparation du projet nécessite un appui logistique minimal pour permettre aux structures impliquées d'être plus efficaces. Les besoins recensés, à cet effet, sont les suivants :

1. Acquisition de matériels informatiques et logiciels:

- six portables ;
- cinq micro-ordinateurs ;
- trois imprimantes ;
- achat de logiciels ;
- fournitures informatiques (disquettes, tonner, etc.) ;

Le coût total est estimé à trente millions

2. Appui au fonctionnement

- Entretien et réparation de véhicules ;
- carburant
- frais de déplacement sur le terrain ;
- prise en charge du personnel d'appui ;
- frais de reproduction ;
- matériels et fournitures de bureau.

Le coût total est estimé à trente millions fcfa.

TABLEAU RECAPITULATIF DU COUT DU PROGRAMME D'ACTIVITES

| RUBRIQUES | COUT TOTAL (en millions FCFA) |
|--|--------------------------------------|
| Etudes complémentaires | 66 |
| Séminaires et ateliers | 25 |
| Voyages d'études | 50 |
| Activités de formation | 7 |
| Appui logistique | 30 |
| COUT TOTAL DU PROGRAMME D'ACTIVITES | 208 |

